

restant en place devraient, d'une manière ou d'une autre, être mobilisés pour jouer un rôle constructif en aidant à renforcer les infrastructures et entreprendre des travaux civils, à condition qu'une aide financière puisse être trouvée pour des programmes de ce genre et dans la mesure où cela n'affecterait pas les perspectives d'emplois civils.

Sujet : Démobilisation, désarmement et démilitarisation

Problème : La réduction des dépenses militaires pose les problèmes de la démobilisation, du désarmement et de la démilitarisation des sociétés, problèmes rendus encore plus complexes là où existent des troubles civils.

Discussion :

- Un certain nombre de pays africains sont confrontés à la tâche difficile consistant à démobiliser à la suite de certains accords de paix négociés. Ceci exige un recyclage des militaires pour les préparer à la vie civile, tâche particulièrement délicate dans les pays engagés dans des conflits pendant longtemps ou lorsque les soldats ont rejoint les troupes gouvernementales ou rebelles à un très jeune âge et ne connaissent pas d'autre mode de vie. Pour être convenablement entreprise, la démobilisation doit être soigneusement planifiée et être exécutée en un certain laps de temps si l'on veut éviter le risque de troubles civils et d'anarchie. La situation économique ainsi que les opportunités d'emploi existantes influent également sur la nature des programmes de démobilisation que l'on peut raisonnablement mettre en oeuvre.
- Le désarmement implique non seulement le désarmement des forces armées gouvernementales mais également, dans les cas des conflits internes, celui des groupes d'insurgés. Le premier peut exiger une coopération régionale pour faire en sorte que le matériel militaire ne soit pas vendu à des pays voisins ou à des mouvements insurrectionnels. Le second peut se révéler coûteux, difficile à administrer et n'a guère de chances d'être efficace que si les armées rebelles ont le sentiment qu'on leur offre des conditions de démobilisation acceptables et qu'ils ont confiance dans les accords de paix conclus par les responsables politiques. La participation d'une force neutre, telle que les Nations Unies ou l'OUA, est probablement essentielle pour exécuter efficacement un programme de désarmement quel qu'il soit. Il existe cependant en la matière, une expérience spécifiquement africaine dont on peut s'inspirer.
- La démilitarisation des sociétés est une condition fondamentale de viabilité pour une démocratie et elle exige

que les citoyens acceptent que les conflits soient réglés par des moyens pacifiques et par le recours à la loi. Les sociétés ont tendance à se militariser lorsqu'elles ont été engagées dans une guerre civile, un conflit régional de longue durée ou, dans le cas de l'Afrique du Sud, dans une lutte de libération.

Préoccupations concernant la gestion

Sujet : Rôle des bailleurs de fonds, de la communauté internationale et conditionnalité de l'assistance

Problème : Il n'existe pas de véritable consensus sur le rôle qui devrait être celui des bailleurs de fonds et de la communauté internationale dans la transition vers la démocratie pour améliorer la gouvernance en Afrique, pas plus d'ailleurs que sur la mesure dans laquelle l'octroi d'une aide devrait être subordonné à une libéralisation politique. Cependant, il est généralement reconnu que la communauté internationale devrait soutenir résolument le processus de libéralisation politique engagé par les pays africains, et les bailleurs de fonds bilatéraux indiquent de plus en plus clairement qu'une assistance ne sera pas accordée à des régimes répressifs ou autoritaires.

Discussion :

- De plus en plus, des Africains demandent à la communauté internationale de ne plus apporter son aide aux régimes répressifs autoritaires et de soutenir, au contraire, les mouvements en faveur de la libéralisation politique et des droits de l'homme. En outre, les gouvernements nouvellement élus ou engagés dans des réformes sollicitent une aide pour mettre en oeuvre des programmes de réforme ou pour atténuer l'impact des programmes d'ajustement économique et structurel. Les gouvernements et les groupes d'opposition insistent également sur la nécessité de créer un climat économique favorable à l'investissement et à l'initiative privée et sont bien conscients du rôle que peut jouer la communauté internationale dans cette perspective, et aussi en ce qui concerne les programmes de rachat ou de remise de la dette. Les observateurs soulignent également le rôle que peuvent jouer les sociétés et organisations internationales pour ce qui est du problème de la dette en garantissant que les pratiques commerciales internationalement acceptées soient bien employées dans tous les cas.

- Plusieurs bailleurs de fonds bilatéraux ont fait savoir qu'ils n'apporteraient pas leur assistance à des gouvernements qui continuent à résister à la pression populaire en faveur de changements politiques et économiques et que les problèmes de

démocratie et de gouvernance seront pris en compte lorsqu'il s'agira de définir les niveaux d'assistance, bien qu'il n'existe pas de consensus général quant à la meilleure manière de traiter ce problème. Plutôt que de subordonner explicitement l'octroi d'une assistance à la réforme politique, la plupart des bailleurs de fonds bilatéraux semblent retirer leur soutien aux gouvernements qui continuent à violer les principes de démocratie et de bonne gouvernance généralement acceptés - responsabilisation, transparence, prévisibilité, participation et respect des droits de l'homme. Le débat actuel laisse penser qu'il est peu probable que les critères de démocratie et de gouvernance seront les seuls utilisés pour déterminer les niveaux d'assistance ou que l'assistance humanitaire sera supprimée en cas de non-respect de ces critères. En outre, les bailleurs de fonds bilatéraux ont exprimé leur volonté de financer des programmes conçus pour promouvoir le pluralisme politique et ont, en plusieurs occasions, accordé des fonds pour financer une réforme du système juridique, des élections et des programmes de réforme du secteur public, ainsi que des programmes non gouvernementaux destinés à renforcer l'assise populaire de la démocratie.

- De par la nature même de leurs mandats, les organisations multilatérales et internationales ne sont pas en mesure de subordonner l'octroi d'une assistance à des facteurs politiques. Cependant, comme les organismes bilatéraux, elles ont besoin d'être raisonnablement assurées que les fonds seront bien dépensés aux fins prévues et que les investissements sont viables. C'est pourquoi, les considérations de gouvernance telles que responsabilisation, transparence, saine gestion des finances publiques, volonté de lutter contre la corruption et existence d'un système législatif opérationnel sont des critères importants. Plusieurs de ces organisations financent également la mise en place de programmes de réforme du système juridique et de la fonction publique, et aident à renforcer les capacités des institutions locales et non gouvernementales.
- Des observateurs mettent en garde contre le danger qu'il y a à subordonner les niveaux d'assistance aux progrès réalisés sur la voie de la démocratie ou de l'amélioration de la gouvernance, à la fois du fait que ces problèmes sont complexes et que rien ne montre qu'une forme quelconque de conditionnalité soit réellement appliquée de façon cohérente ou que cette conditionnalité permette effectivement aux Africains d'être responsables des programmes de réforme.

Sujet : Mesure des progrès

Problème : Pour mieux comprendre les problèmes et contraintes auxquels les pays africains doivent faire face, il faut pouvoir suivre les progrès qu'ils réalisent sur la voie de la démocratie et d'une gouvernance améliorée. Cependant, tout le monde est d'accord sur les principes démocratiques et de bonne gouvernance qui pourraient être soumis à un contrôle, mais au contraire, pas sur les modalités de suivi ou de contrôle ni sur la façon dont l'information sera utilisée.

Discussion :

- Une grande partie du débat sur le suivi des progrès réalisés a porté sur la mise au point des indicateurs du développement et de systèmes de mesure. Les observateurs soulignent qu'il est dangereux de vouloir mettre au point des systèmes de mesure quantifiables, et rigoureusement scientifiques, pour des concepts comme la démocratie et la gouvernance qui sont intrinsèquement complexes et variables selon les cultures. Néanmoins, de l'avis général, il est souhaitable qu'une mesure des tendances observées soit réalisée à la fois pour mieux comprendre d'une part, toutes les parties intervenant dans un processus complexe et d'autre part, les défis à relever, et pour mettre au point des stratégies spécifiques. Le débat fait ressortir le rôle crucial des Africains pour le contrôle et la mesure des progrès.
- Les observateurs insistent pour que le processus lui-même soit contrôlé plutôt que la forme de la libéralisation politique et ils insistent sur le fait que le changement social est un processus lent. Ils demandent que l'on prenne garde au fait que tous les pays ne partent pas du même point de départ et que la désintégration sociale ainsi que la méfiance vis-à-vis des systèmes politiques engendrée par la guerre ou l'oppression, mettront beaucoup de temps à disparaître et font obstacle à la pérennité de la démocratie. Toutefois, ils signalent également qu'il faut non pas se contenter de promesses mais veiller à ce que des mesures effectives soient prises et renforcer la mise en oeuvre des réformes dont le suivi doit être assuré par les Africains.
- Dans la réalité, une grande partie du suivi continu de la libéralisation politique sera assurée par les gouvernements, les groupes d'opposition et, d'une manière générale, la population des pays africains. Dans bien des cas, on a constaté que le rythme de la réforme a été déterminé par la pression populaire et que, de plus en plus, ce sont les citoyens qui exigent la mise en oeuvre de mesures de libéralisation. On peut s'attendre à ce que ce processus se poursuive en des temps où l'information devient facilement accessible et où les institutions des sociétés civiles se développent.